



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

29 juillet 2016

L'obtention de la Facilité Elargie de Crédit du Fonds Monétaire International par la Grande île occupe les colonnes des quotidiens parus aujourd'hui. Le Conseil d'administration de l'institution a en effet donné son approbation, de manière unanime, à la demande de Madagascar quant à un soutien financier au titre de cette FEC.

Economie et société

SOMMET DE LA FRANCOPHONIE, LE DG DE LA SEIMAD EN PHASE D'ÊTRE LIMOGÉE

Ces derniers jours, quelques quotidiens se sont intéressés à l'avancée des préparatifs pour l'organisation du Sommet de la Francophonie et à cet effet, se sont demandé si les infrastructures à mettre en place seront livrées à temps. Le chantier du Village Voara, sis à Andohatapenaka, semble effectivement accuser un important retard étant donné que seuls deux étages, pour les deux bâtiments, sont actuellement érigés. A ce propos, le ministre auprès de la Présidence en charge des Projets présidentiels a soulevé une erreur de communication de la part de la de la Société d'Équipement Immobilier de Madagascar dans la mesure où elle n'a pas informé que seule la galerie commerciale du site est en réalité prévue d'être livrée pour le Sommet. Quoi qu'il en soit, l'ensemble du site devrait être achevé étant donné que les infrastructures « devront servir d'édifice immortalisant l'accueil du Sommet de la Francophonie ». Narson Rafidimanana avait d'ailleurs soutenu que la réalisation des travaux dans les temps relève d'un défi personnel. Malgré cet optimisme affiché par le Gouvernement, il semblerait que l'actuel Directeur général de la SEIMAD va assumer la responsabilité de ce retard, des bruits circulant effectivement sur son éventuel limogeage. Le numéro 2 du gouvernement avait laissé entendre qu'Olivia Ratsiferena est « défaillante », présentant entre autres des difficultés dans la recherche de partenariat pour l'optimisation de la cadence de réalisation des projets de la société dont ce projet présidentiel. Qui plus est, des problèmes seraient également relevés au niveau de la gestion. Le prochain Conseil des ministres devrait donc se prononcer sur le limogeage ou non de l'actuel DG (L'Express de Madagascar p.3)

- **L'Express de Madagascar** relève une contradiction dans les propos d'Olivia Ratsiferena, certainement pour soutenir sa défaillance. Le DG de la SEIMAD avait en effet déclaré, lors de sa prise de fonction en mai 2015, que le chantier du Village de la Francophonie sera entièrement pris en charge par les fonds propres de la société. Pourtant les projets de Loi de Finances Initiales et Rectificatives prévoient une enveloppe pour financer la construction autant de ce chantier que les voies rapides destinées à accueillir le Sommet (p.3)
- Une source bien informée, rapportée par **La Vérité**, affirme qu'un budget de 500 000 dollars accordé par l'Etat malagasy pour la construction du Village de la Francophonie a été détourné par une ancienne responsable de la SEIMAD. Voulant générer des profits, cette dernière aurait placé l'argent dans un compte dans un paradis fiscal mais l'opération ne s'est pas déroulée comme prévue dans la mesure où il s'agissait d'une

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



escroquerie. Le montant aurait ainsi disparu dans la nature pareillement à la personne en charge de l'opération. Selon le quotidien, ladite responsable est tenu de rembourser intégralement l'argent et ce, malgré son limogeage (p.3)

CUA, LE CONSEIL MUNICIPAL PASSE AU VOTE AUJOURD'HUI

La session extraordinaire du Conseil municipal de la Commune Urbaine d'Antananarivo prend fin aujourd'hui et par conséquent, les 55 conseillers municipaux devront se prononcer sur le nouvel organigramme de l'organe exécutif, la mise en place de la commission en charge de la gestion des dettes de la Commune dénommée « Commission d'investigation » et le budget rectificatif. **Midi Madagasikara** s'attend déjà à ce que tous ces projets soient adoptés par le Conseil municipal, dominé par une majorité de conseillers TIM, au nombre 31 plus précisément. Le quotidien souligne néanmoins que l'existence de cette majorité n'a pas empêché les débats durant la session. Certains conseillers, qui n'ont pas été élus sous les mêmes couleurs politiques que la mairesse, soutiennent d'ailleurs la nécessité de lui conférer une grande marge de manœuvre afin qu'elle puisse accomplir pleinement ses missions et programmes. La révision de l'organigramme bénéficierait ainsi du soutien de certains conseillers non-TIM car la nouvelle organisation permettrait de prévenir les éventuels empiétements de compétences et par conséquent, limiter les rejets de responsabilités. Si l'amendement est effectivement adopté par le Conseil, il n'y restera plus que deux adjoints au maire. (p.2)

Relations internationales

FACILITE ELARGIE DE CREDIT, LE FMI A DONNE SON FEU VERT

Le Conseil d'Administration du Fonds Monétaire International, lors de sa réunion de mercredi dernier, a finalement décidé d'accorder à la Grande île la possibilité de bénéficier de la Facilité Elargie de Crédit. Après deux ans et demi d'âpres négociations, Madagascar aura donc accès à un financement à hauteur de 310 millions de dollars établi sur trois ans, dans le cadre de la FEC. Selon les premières explications, ce financement de l'Institution de Bretton Woods devra principalement servir au renforcement des réserves en devise du pays et à la balance des paiements. Une première tranche de 40 millions de dollars devrait être décaissée dans les jours qui suivent. La nouvelle a bien entendu été accueillie avec joie par le régime en place et le Président de la République en particulier. Iavoloha considère en effet qu'il s'agit de la manifestation de la satisfaction des partenaires internationaux quant à la concrétisation des réformes de l'administration ainsi que des finances publiques mais également le symbole de la reprise des relations financières avec les institutions internationales. En clair, il s'agit d'un signal à l'endroit des bailleurs et autres investisseurs internationaux selon lequel Madagascar est de nouveau « un terrain jouable ». Au niveau du FMI, tel que annoncé dans son communiqué, cette décision confirme que toutes les mesures préalables convenues avec l'institution ont été exécutées et que les assurances de financement nécessaires au programme obtenues. L'institution rappelle néanmoins à la Présidence de la République l'obligation du Gouvernement de réussir à mettre en œuvre les engagements de réforme définis dans le programme, en l'occurrence l'accroissement des recettes fiscales, l'amélioration des dépenses publiques, le redressement de la compagnie nationale d'eau et d'électricité et le renforcement de la lutte contre la corruption (L'Express de Madagascar p.5 ; Midi Madagasikara p.4, Madagascar Laza p.3, La Vérité p.2 ; Madagascar Matin p.2)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- De l'opinion de **L'Express de Madagascar**, la décision du FMI a été entre autres motivée par l'adoption des textes régissant la lutte contre la corruption ainsi que le nouveau statut de la Banque centrale et le retour de la vérité des prix à la pompe mais également au niveau des tarifs de la JIRAMA (p.5)
- Des économistes nationaux estiment que le montant du financement accordé par le FMI dans le cadre de la FEC s'avère minime compte tenu du fait qu'il s'agit d'une aide pour la relance économique rapide d'après crise, à l'exemple du cas grec. Ils soutiennent néanmoins que ce montant témoigne de la faible capacité d'absorption de la Grande île (**L'Express de Madagascar p.5**)
- Selon la présidente du Groupement des Entreprises de Madagascar, les sociétés sont conscientes du besoin de relancer la JIRAMA et convaincues de la nécessité de l'augmentation tarifaire. Cependant, le GEM regrette que la hausse ne se soit pas faite de manière progressive et qu'il ait fallu attendre la pression du FMI pour ce faire. (**L'Express de Madagascar p.7**). Questionné sur la hausse du tarif de la JIRAMA, le ministre de l'Energie soutient cependant qu'il ne s'agit pas encore de la vérité des prix mais plutôt d'une révision de la tarification (**Midi Madagasikara p.5**)
- **Madagascar Laza** rappelle que parmi les objectifs de la FEC figure la mise en œuvre du plan économique triennal 2016-19, présenté par le Président Rajaonarimampianina lors de la séance de travail avec les missionnaires du FMI. Ledit plan constituerait un des principaux facteurs ayant abouti à cet accord de principe (p.3)
- Après le premier décaissement, le FMI procédera à un contrôle trimestriel systématique du programme triennal et ce, afin d'évaluer la performance de la Grande île par rapport aux objectifs de réformes convenus. Sept décaissements sont prévus jusqu'au mois de juillet 2019 pour peu que la mise en œuvre du programme se déroule comme prévue (**Les Nouvelles p.18**)
- Dans un article d'opinion argumentant sur une perspective de crise économique, en se référant notamment à l'inflation enregistrée dans certaines régions de Madagascar, **La Gazette de la Grande île** soutient que la visite prochaine d'une mission du FMI n'augure rien de bon et serait un signe annonçant une éventuelle « catastrophe financière » (p.3)
- Dans une déclaration médiatique, en marge de la remise de décoration au DG de l'AFD, le ministre des Finances et du Budget a indiqué que « les efforts et réformes entrepris pour aboutir à cette obtention de la FEC ont été longs. En réalité, le vrai travail ne débute que maintenant dans la mesure où des réformes ont été certes entreprises mais beaucoup reste encore à faire » (**La Vérité p.2**)
- **Madagascar Matin** rappelle qu'un financement au titre de la Facilité Elargie de Crédit est sujet à un taux d'intérêt de 0%, d'un délai de remboursement de 5 ans et demi et d'une échéance finale de 10 ans (p.2)

Format de couverture

Patrick Imam, représentant résident du Fonds Monétaire International à Madagascar, a accordé une interview exclusive à **L'Express de Madagascar**, dans le cadre de l'octroi de la FEC. Dans cet entretien d'une page entière, il a expliqué les enjeux des Lois de Finances

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Initiales et Rectificatives sur la décision du FMI ainsi que les obligations liées à la JIRAMA. (p.14). Midi Madagasikara a également mobilisé une page pour une interview obtenue auprès du représentant résident du FMI. Les discussions ont cette fois davantage porté sur la FEC, concernant notamment l'évaluation de la dernière mission du FMI, les conditionnalités pour l'octroi du financement et la période du premier décaissement (p.6)

Un peu d'humour



L'Express de Madagascar p.6

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrakaza@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

